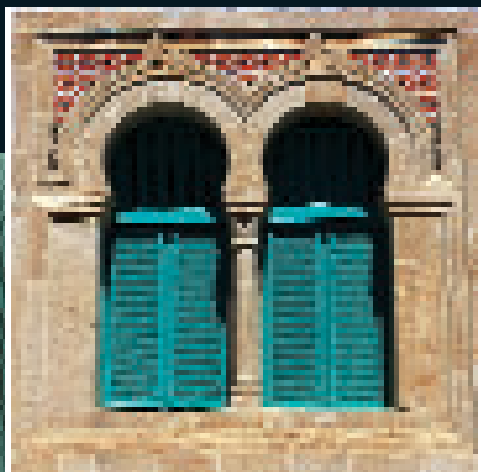


Prévenir le VIH/SIDA dans la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Une chance à saisir



BANQUE MONDIALE

Le VIH/SIDA : une épidémie mondiale

Le VIH/SIDA est apparu comme l'une des maladies infectieuses les plus meurtrières de notre monde. L'épidémie s'est propagée au cours des dix dernières années avec ses effets dévastateurs en Afrique et menace actuellement de se répandre avec autant de force dans la Fédération de Russie, en Inde, en Chine et dans bien d'autres pays en transition de par le monde.

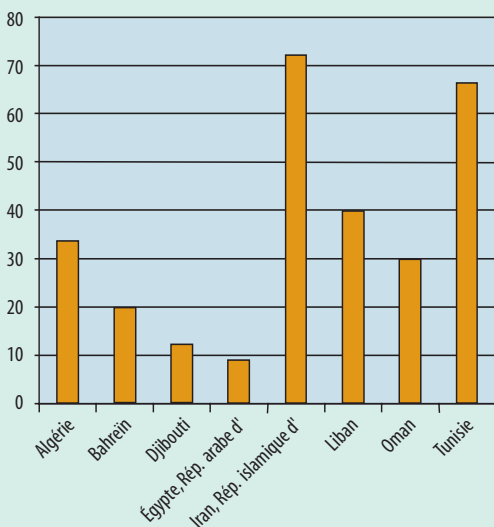
Le taux de prévalence du VIH dans la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (Région MENA) est estimé à 0,3 % seulement au sein de la population adulte. Mais la faible prévalence ne signifie pas que le risque d'une épidémie du VIH/SIDA est faible. Les données récentes indiquent que le nombre d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH/SIDA est en augmentation rapide dans la Région MENA.

L'expérience des autres pays en transition indique qu'au cours des premières étapes de l'épidémie l'infection à VIH tend à se limiter aux groupes à haut risque. À titre d'exemple, en Europe de l'Est et en Asie centrale, l'épidémie se situe à un stade précoce de transmission et est entretenue en premier lieu par la consommation de drogues injectables et en second lieu par la transmission par voie sexuelle.

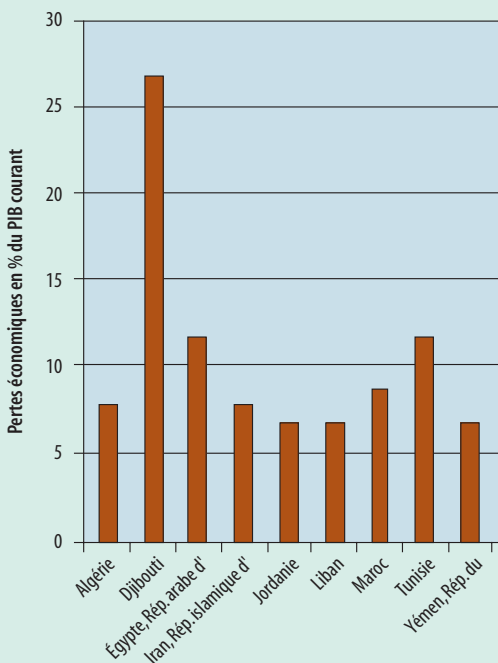
La prévention efficace à cette étape première de l'infection peut empêcher la transmission de la maladie à la population générale. Une fois que l'infection se répandra dans la population générale, les taux de transmission connaîtront une hausse exponentielle et il sera extrêmement difficile et onéreux d'inverser la tendance.

Selon les données disponibles actuellement, la transmission du VIH dans les pays de la Région MENA concerne surtout les groupes à haut risque tels que les consommateurs de drogues injectables, les professionnels du sexe et les prisonniers. Mais l'absence de données fiables sur la surveillance parmi ces groupes à haut risque complique l'estimation du niveau réel d'infection et toute flambée épidémique majeure au sein de ces groupes pourrait passer facilement inaperçue.

Accroissement en pourcentage du nombre d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH/SIDA dans quelques pays de la Région MENA entre 2001 et 2003.



Pertes économiques liées au retard dans les interventions par périodes de cinq ans en 2000-2025



L'impact économique et social du VIH/SIDA

« Le VIH/SIDA, de par son impact sur la mortalité et la morbidité et de par les mutations démographiques qui en résultent, touche tous les segments d'une économie et d'une société, des individus et des ménages aux différents échelons et activités des pouvoirs publics en passant par les petites et grandes entreprises¹. »

Les données recueillies au plan international montrent que l'épidémie du VIH/SIDA pourrait avoir de graves conséquences sur la croissance et le développement économiques d'un pays.

Impact sur les ménages. Les ménages pâtissent directement de la perte de revenus, notamment lorsque le soutien de famille tombe malade, et de l'augmentation significative des dépenses consacrées à la santé, aux funérailles et autres coûts connexes. Les ménages affectés sont contraints de réduire l'épargne et la consommation, ce qui entraîne une réduction des possibilités d'investissement et contribue à de mauvais niveaux de santé, de nutrition et d'instruction au sein de la famille. Par conséquent, nombre de familles se trouvant à la lisière de la pauvreté pourraient se voir entraîner en dessous du seuil de pauvreté.

Impact sur le secteur public. L'épidémie du VIH/SIDA augmente brutalement la demande et le coût de certains services publics (en particulier dans le secteur de la santé et de l'assistance sociale), tout en réduisant l'assiette fiscale du gouvernement. Tout ceci contribue à une érosion des ressources financières publiques.

Impact sur le capital humain. Le VIH/SIDA a un effet particulièrement dévastateur sur le capital humain car il frappe les individus à tout âge. Il augmente la mortalité parmi la population active, la main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée et épuise ainsi le stock de capital humain pendant ses années les plus productives. Il frappe aussi les mères qui nourrissent les bébés et les jeunes pendant les

¹ M. Haacker, *The Macroeconomics of HIV/AIDS*. (Washington, Fonds monétaire international, 2004).

années les plus critiques de leur cycle scolaire, bouleversant ainsi la structure sociale et le réseau social existants, réduisant l'accumulation et la transmission du savoir d'une génération à l'autre.

Impact sur le secteur privé. Le secteur privé subit le contrecoup de l'épidémie à cause de la baisse de productivité de ses employés et de l'enchérissement des coûts de la main-d'œuvre consécutifs au départ à la retraite ou au décès précoces des employés. Ces pertes entraînent une perturbation de l'activité des sociétés, augmentent le coût des prestations médicales et de décès ainsi que des pensions et accroissent les coûts de recrutement et de formation. Il est probable que l'impact négatif d'une épidémie de VIH/SIDA sur les petites et moyennes entreprises est encore plus sévère car elles disposent de relativement moins de ressources pour atténuer ces charges additionnelles.

Pour les pays de la Région MENA, les coûts financiers et économiques du VIH/SIDA peuvent être considérables, notamment lorsque l'épidémie atteint le stade de la maladie du sida. Une étude récente de la Banque mondiale a estimé qu'une épidémie du sida pourrait réduire le taux de croissance économique dans la Région MENA de 1,5 % par an sur la période 2000-2025. Au total, ceci pourrait se traduire par une perte de production d'environ 35 % de la valeur actuelle du PIB d'ici à 2025.

Pourquoi les pays de la Région MENA sont-ils vulnérables ?

L'on a pensé à un moment donné qu'il n'était pas possible qu'une épidémie de VIH/SIDA survienne en Inde en raison des valeurs conservatrices qui prévalent dans ce pays. Pourtant, l'Inde affiche aujourd'hui la plus importante population

² C. Jenkins et D. Robalino, *HIV/AIDS in the Middle East and North Africa: The Costs of Inaction* (Washington : Banque mondiale, 2003).

³ On estime à 5,1 millions de personnes séropositives en Inde à la fin des années 2003.

séropositive au monde. Même si les facteurs socioculturels ont peut-être aidé à ralentir, dans un premier temps, la propagation du VIH/SIDA en Asie, ils n'ont, en définitive, pas permis de prévenir sa transmission et la région présente de nombreux facteurs de vulnérabilité qui pourraient entraîner une augmentation du taux de transmission.

Migration. La migration généralisée à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la Région MENA augmente considérablement le risque de la propagation du VIH. Bien que la migration ne soit pas un risque en tant que tel, les conditions dans lesquelles vivent et travaillent les migrants peuvent accroître le risque de transmission à la fois dans les pays pourvoyeurs et les lieux de destination.

Valeurs culturelles et sociales. Le silence observé sur la cause et les conséquences du VIH/SIDA engendre un grand facteur de risque car il limite gravement les possibilités de créer un discours public et d'éducation ou de mobiliser les communautés et les ressources pour des mesures préventives. La stigmatisation associée au sida pousse également les groupes à haut risque et les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans l'ombre, ce qui complique davantage la tâche de surveillance épidémiologique et la fourniture d'un soutien ciblé.

Sécurité et contexte politique. Une réponse précoce et efficace pour contrer la menace du VIH/SIDA dépend énormément de la présence du leadership et de l'engagement politiques. Mais un certain nombre de pays font face à des conflits civils et les problèmes de sécurité dans la Région constituent une difficulté majeure pour les pouvoirs publics et pourraient limiter leur capacité à apporter une réponse efficace à la menace du VIH/SIDA.

Importante population jeune et chômage. Les jeunes (plus particulièrement les jeunes au chômage) sont en général plus vulnérables aux comportements à risque associés au VIH/SIDA. Le fardeau du chômage repose de manière disproportionnée sur les jeunes et constitue l'une des principales causes de la migration.

Pourquoi faut-il agir maintenant ?

Les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques et programmes de lutte contre la propagation du VIH/SIDA. En agissant maintenant, pendant que l'épidémie se situe dans la première phase de transmission, il serait possible d'empêcher la propagation des souffrances et de la misère humaines dans la Région MENA, ainsi que d'éviter l'effet potentiellement destructeur de la maladie sur les fondements sociaux et économiques de la Région.

Que peut-on faire ?

Un certain nombre de mesures doivent être prises afin de prévenir la propagation du VIH/SIDA dans la Région MENA :

- Mettre en place un système de surveillance fiable pour identifier et cibler l'appui vers les groupes les plus vulnérables.
- Poursuivre vigoureusement la mise en œuvre d'interventions à moindre coût pour endiguer la propagation du VIH/SIDA dès ses premières phases. Lorsque la prévalence est faible, la prévention ciblée sur les populations à risque est très efficace. Dans les pays de la Région MENA, les groupes suivants devront être ciblés :
 - les consommateurs de drogues injectables et leurs partenaires sexuels,
 - les professionnels du sexe,
 - les prisonniers,
 - les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, et
 - les jeunes.
- Mieux informer et éduquer le public et encourager le débat public sur le VIH/SIDA.
- Promouvoir la coopération entre les pouvoirs publics et la société civile afin de mobiliser la participation de tous les groupes sociaux à la prévention de cette maladie meurtrière et améliorer l'efficacité des programmes de lutte contre le VIH/SIDA.

Quelle aide la Banque mondiale peut-elle apporter ?

Les orientations stratégiques suivantes ont été identifiées comme étant des domaines où la Banque mondiale pourrait aider les pays de la Région MENA à prévenir l'épidémie et à étendre l'accès à l'information sur le VIH/SIDA :

- Amener les autorités politiques, les décideurs politiques et les parties prenantes clés à renforcer la sensibilisation et accorder plus de priorité aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA dans le programme national de développement.
- Aider à mettre à niveau les systèmes de surveillance et à renforcer la recherche et l'évaluation des aspects épidémiologiques, économiques et comportementaux du VIH/SIDA dans le souci d'améliorer l'efficacité des politiques et programmes de lutte contre le VIH/SIDA.
- Appuyer l'élaboration de stratégies et de programmes nationaux de lutte contre le VIH/SIDA à partir des conditions épidémiologiques, sociales et économiques, et du contexte propres à chaque pays.
- Appuyer le renforcement des capacités et le partage des connaissances pour une gestion intégrée des programmes de lutte contre le VIH/SIDA.

Pour de plus amples renseignements sur le VIH/SIDA dans la Région MENA et sur le soutien de la Banque mondiale, prière de se reporter à « Prévenir le VIH/SIDA dans la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, une chance à saisir », une stratégie régionale de la Banque mondiale, à publier en août 2005 par la Banque mondiale, ou visiter le site web de la Banque mondiale, à l'adresse www.worldbank.org.

Prière d'adresser tout commentaire ou question à :

Francisca Ayodeji Akala

Banque mondiale

Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

1818 H Street, N.W.

Washington, DC 20433

États-Unis d'Amérique

Téléphone : (202) 458-8118

Courriel : fakala@worldbank.org



BANQUE MONDIALE